

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 14 MARS 1929

Projet de Loi approuvant la Convention internationale pour la création à Paris d'un Office international de Chimie.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Au cours de la Conférence tenue en 1924 à Copenhague par l'Union internationale de chimie pure et appliquée, les délégués, se référant à un vœu émis par la Sous-Commission de bibliographie de la Société des Nations, estimèrent nécessaire la réunion d'une conférence spéciale, où siègeraient les délégués et les experts des Gouvernements des divers pays, en vue d'étudier systématiquement tous les problèmes posés par la documentation touchant à la chimie et les moyens de réaliser, par une ou plusieurs conventions internationales, une organisation complète de cette documentation.

Après divers pourparlers, cette Conférence s'est réunie au Ministère des Affaires Etrangères à Paris, du 27 au 29 octobre 1927; le Gouvernement belge s'y était fait représenter. Les délibérations ont abouti à la conclusion d'une Convention. Celle-ci tend à la création d'un « Office international de Chimie », siégeant à Paris, qui sera chargé :

« 1^o D'étudier, dans un but d'intérêt

général, les questions concernant l'organisation internationale de la documentation;

» 2^o D'établir une coopération entre les organismes de documentation chimique existants ou à créer dans les divers pays;

» 3^o De provoquer et de faciliter l'échange et le prêt entre les administrations publiques, les parlements, les universités, les instituts de recherches, les offices de documentation, les bibliothèques, les musées et les sociétés savantes ou groupements professionnels, de la documentation touchant à la chimie pure et appliquée, en vue d'assurer la répartition des renseignements d'ordre scientifique, technique et économique qui pourraient être utiles dans les pays adhérents ».

L'Office fonctionnera sous l'autorité et le contrôle d'un comité permanent formé de délégués des pays contractants. Les dépenses seront couvertes par les pays contractants; la contribution de chacun d'eux sera fixée comme suit d'après la population : vingt-cinq parts de 1,000 francs-or, pour une population supérieure à 30 millions, vingt parts

pour une population de 20 à 30 millions, quinze parts pour une population de 15 à 20 millions, dix parts pour une population de 10 à 15 millions, cinq parts pour une population de 5 à 10 millions, trois parts pour une population inférieure à 5 millions.

Trente-huit pays ont pris part à la Conférence; le 26 juin dernier, vingt-deux pays avaient déjà adhéré ou manifesté l'intention d'adhérer à la Convention (1).

On ne peut mieux souligner l'impor-

(1) Albanie, République Argentine, Belgique, Colombie, République Dominicaine, France, Colonies françaises, Grèce, Luxembourg, Maroc, Mexique, Monaco, Paraguay, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates, Slovènes, Tchécoslovaquie, Turquie, Tunisie, Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

tance attachée à la tâche de l'Office. En conséquence, nous avons l'honneur, Madame, Messieurs, de soumettre à vos délibérations le projet de loi portant approbation de cette convention. Celle-ci ne liera, d'ailleurs, le pays que pour six années, sous réserve d'un préavis de deux ans. Elle entraînera une dépense d'environ 35,000 francs, que justifient amplement les avantages qu'y trouveront les chimistes belges.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
P. HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts,
M. VAUTHIER.

CONVENTION INTERNATIONALE

POUR LA

CRÉATION A PARIS D'UN OFFICE INTERNATIONAL DE CHIMIE

Les soussignés délégués des États désignés ci-après, réunis en conférence à Paris, du 27 au 29 octobre 1927, en vue de créer un Office international de chimie, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir un Office international de chimie, dont le siège est à Paris.

ART. 2.

L'Office international de chimie est chargé :

1^o D'étudier, dans un but d'intérêt général, les questions concernant l'organisation internationale de la documentation;

2^o D'établir une coopération entre les organismes de documentation chimique existant ou à créer dans les divers pays;

3^o De provoquer et de faciliter l'échange et le prêt, entre les administrations publiques, les parlements, les universités, les instituts de recherches, les offices de documentation, les bibliothèques, les musées et les sociétés savantes ou groupements professionnels, de la documentation touchant à la chimie pure et appliquée en vue d'assurer la répartition des renseignements d'ordre scientifique, technique ou économique qui pourraient être utiles dans les pays adhérents.

ART. 3.

L'Office est indépendant des autorités du pays dans lequel il est établi.

Il correspond directement avec les autorités gouvernementales, administratives et techniques chargées, dans les différents pays, de l'examen et de la solution des questions se rattachant à son objet.

ART. 4.

Les Gouvernements font part à l'Office des mesures qu'ils prennent en vue d'assurer l'application des conventions internationales qui pourraient être établies dans le domaine de la chimie ou des industries qui en dérivent.

L'Office suggère les modifications qu'il pourrait être avantageux d'apporter aux dispositions de ces conventions.

ART. 5.

Les Colonies, sur la demande de l'Etat dont elles dépendent, pourront être admises à faire partie de l'Office.

ART. 6.

L'Office fonctionne sous l'autorité et le contrôle d'un comité permanent formé de délégués des pays contractants. La composition et les attributions de ce comité permanent, ainsi que l'organisation et les pouvoirs dudit Office sont déterminés par le règlement qui est annexé au présent arrangement et est considéré comme en faisant partie intégrante.

ART. 7.

Les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Office international sont couvertes par les contributions des pays contractants, établies

dans les conditions prévues par le règlement annexé à la présente Convention.

ART. 8.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des pays contractants seront versées par ces derniers à l'Office, au commencement de chaque année.

ART. 9.

Les Gouvernements qui n'ont pas signé le présent arrangement sont admissibles à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement français et par celui-ci aux autres gouvernements contractants. Elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office dans les conditions visées par l'article 7.

ART. 10.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter d'un commun accord à la présente convention toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité. Elles conservent le droit de conclure séparément entre elles les arrangements particuliers dans le domaine de la documentation de chimie pure et appliquée, à condition que ces arrangements ne soient pas contraires à la présente convention.

ART. 11.

Le présent arrangement est conclu pour une période de six années. A l'expiration de ce terme, il continuera à demeurer exécutoire pour de nouvelles périodes de six années entre les pays qui n'auront pas notifié, deux années avant l'échéance de chaque période, l'intention d'en faire cesser les effets en ce qui les concerne.

ART. 12.

Le protocole de signature de la présente convention restera ouvert jusqu'au 1^{er} mai 1928.

Cette convention devra être ratifiée par chaque Gouvernement. Elle entrera en vigueur dès que sept des pays signataires auront déposé leurs ratifications.

Chaque Gouvernement adressera dans le plus bref délai possible sa ratification au Gouvernement français par les soins duquel il en sera donné avis aux autres pays signataires.

Fait à Paris, le 29 octobre 1927, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement français et dont des copies certifiées conformes seront remises, par la voie diplomatique, aux Puissances contractantes.

Pour l'Albanie : Malik Libohova.
 Pour la République Argentine : Saubidet.
 Pour la Belgique : E. de Gaiffier.
 Pour la Bulgarie : B. Morfoff.
 Pour le Chili : Arturo Alemparte.
 Pour la Colombie : A. Vasquez Cobo.
 Pour la République Dominicaine : W.-A.
 Ortiz.

Pour la France : Pineau.
 Pour la Grèce : C. Zenghelis.
 Pour le Luxembourg : Medinger.
 Pour le Maroc : Jac. Liouville, *ad referendum*.

Pour le Mexique : Daniel Velez.
 Pour Monaco : Bellando de Castro.
 Pour le Paraguay : R.-C. Caballero.
 Pour le Pérou : Mimbella.
 Ramon E. Ribeyro.

Pour la Pologne : Alfred Chlapowski.
Pour le Portugal : Général Achiles
Machado.

Pour la Roumanie : Professeur S. Minovici.

Pour le Royaume des Serbes, Croates
et Slovènes : Professeur D. Tomitch.

Pour la Tchécoslovaquie : Stefan Osusky.
Pour la Turquie : A. Fethy.

Pour la Tunisie : Geoffroy-Saint-Hilaire.
Pour l'Union des Républiques socialistes
soviétiques : N.-S. Kouhrnakof. P.
Doubof. G. Lachkevitch.

RÈGLEMENT DE L'OFFICE INTERNATIONAL DE CHIMIE.

ARTICLE PREMIER.

Le Comité permanent institué par l'article 6 de la Convention est composé de représentants désignés par les États ou Colonies participants, à raison d'un représentant pour chaque État ou Colonie.

ART. 2.

Le Comité élit dans son sein, au scrutin secret, pour une période de trois ans, un président et deux vice-présidents.

La nomination du président et des deux vice-présidents sera notifiée aux Gouvernements des pays participants.

Le Comité ne peut procéder à une nouvelle élection que trois mois après que tous les membres en auront été avertis.

ART. 3.

Le Comité se réunit au moins une fois par an, au siège de l'Office international, sur la convocation de son président.

Les votes du Comité ont lieu à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne seront valables que si le nombre des membres présents est égal au moins à la moitié plus un des membres qui composent le Comité.

Sous réserve de cette condition, les membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présents qui devront justifier de cette délégation.

Il est attribué à chaque État ou Colonie un nombre de voix défini par la catégorie dans laquelle il est enregistré en ce qui concerne sa participation aux dépenses de l'Office (voir art. 12).

ART. 4.

Le Comité pourra constituer une commission permanente.

ART. 5.

Dans l'intervalle d'une session à l'autre, le Comité a le droit de délibérer par correspondance.

Dans ce cas, pour que la décision soit valable, il faut que tous les membres du Comité aient été appelés à émettre leur avis et que la moitié au moins desdits membres plus un ait fait connaître sa réponse.

ART. 6.

Le Comité est chargé de régler le fonctionnement de l'Office international de Chimie institué par l'article 1^{er} de la Convention.

L'Office international sera établi dans des locaux spécialement affectés à sa destination.

ART. 7.

Le Gouvernement français prendra, sur la demande du Comité, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique et il accordera la franchise douanière aux documents, matériel et produits qui lui seront destinés.

ART. 8.

Le fonctionnement de l'Office est assuré par un personnel rétribué, comprenant un directeur et les agents nécessaires à la marche de l'Office, choisis dans différents pays.

Le directeur est nommé par le Comité.

ART. 9.

Le directeur de l'Office a voix consultative au sein du Comité permanent dont il est secrétaire.

ART. 10.

Le Comité est chargé d'établir, sur la proposition du directeur de l'Office, le budget annuel.

Le budget est porté chaque année, dans un rapport spécial financier, à la connaissance des Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

ART. 11.

Le directeur de l'Office adresse, avant chaque session, au Comité :

1^o Un rapport financier sur les comptes de l'exercice précédent dont il lui sera, après vérification, donné décharge;

2^o Un rapport général sur l'activité de

l'Office et sur les résultats obtenus depuis la session précédente;

3^o Un projet général de réalisations à entreprendre.

Le président du Comité adressera, de son côté, à tous les Gouvernements des Hautes Parties contractantes un rapport annuel sur la situation administrative et financière de l'Office et contenant les prévisions de dépenses de l'exercice suivant, ainsi que le tableau des parts contributives des Etats contractants.

ART. 12.

L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 7 de la Convention, est établie, d'après la population, conformément au tableau suivant :

Catégories.	POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS.	NOMBRE DE VOIX	PARTS CONTRIBUTIVES.
1	Plus de 30	6	25
2	De 20 à 30	5	20
3	De 15 à 20	4	15
4	De 10 à 15	3	10
5	De 5 à 10	2	5
6	Moins de 5	1	3

Des dérogations à cette échelle pourront être accordées par le Comité, à la majorité des trois quarts des voix, aux pays qui se trouvent dans une situation spéciale du fait de la dépréciation de leur monnaie ou de l'importance relative de leur budget.

La part contributive est fixée à 1,000 francs-or.

Il est loisible à tout pays de s'inscrire pour une part contributive supérieure à celle qui correspond au chiffre de sa population.

ART. 13.

Il est prélevé sur les ressources annuelles une somme destinée à la constitution d'un fonds de réserve. Le total de cette réserve ne peut excéder le montant du budget annuel.

ART. 14.

Les membres du Comité peuvent recevoir, sur les fonds affectés au fonctionnement de l'Office, une indemnité de frais de déplacement. Ils peuvent rece-

voir, en outre, un jeton de présence pour chacune des séances auxquelles ils assisteront.

ART. 15.

Le Comité fixe la somme à prélever annuellement sur son budget pour contribuer à assurer une pension de retraite au personnel de l'Office.

ART. 16.

Le présent règlement aura même force et même valeur que la Convention à laquelle il est annexé.

Fait à Paris, le 29 octobre 1927, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement français dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Albanie : Malik Libohova.

Pour la République Argentine : M. Saubidet.

Pour la Belgique : E. de Gaiffier.

Pour la Bulgarie : B. Morloff.

Pour le Chili : Arturo Alemparte.

Pour la Colombie : A. Vasquez Cobo.

Pour la République Dominicaine : W. A. Ortiz.

Pour la France : Pineau.

Pour la Grèce : C. Zenghelis.

Pour le Luxembourg : P. Medinger.

Pour le Maroc : J. Liouville, *ad referendum*.

Pour le Mexique : Daniel Velez.

Pour Monaco : Bellando de Castro.

Pour le Paraguay : R. C. Caballero.

Pour le Pérou : Minbella.

Ramon E. Ribeyro.

Pour la Pologne : Alfred Chlapowski.

Pour le Portugal : Général Achilles Machado.

Pour la Roumanie : Professeur S. Minovici.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes : Professeur D. Tomitch.

Pour la Tchécoslovaquie : Stefan Osusky.

Pour la Turquie : A. Fethy.

Pour la Tunisie : Geoffroy-Saint-Hilaire.

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques : N. S. Kouhrnakof.
P. Doubof. G. Lachkevitch.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 14 MAART 1929

Wetsontwerp tot goedkeuring der Internationale Overeenkomst tot oprichting te Parijs van een Internationaal Bureel der Scheikunde.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

In den loop der Conferentie gehouden in 1924, te Kopenhagen, door de Internationale Unie der theoretische en toegepaste Scheikunde, oordeelden de afgevaardigden, met verwijzing naar een door de Sub-commissie voor Bibliographie van den Volkenbond uitgebrachten wensch, dat het noodig was een speciale conferentie bijeen te roepen waaraan de afgevaardigden en deskundigen van de Regeeringen der verschillende landen zouden deelnemen, ten einde systematisch al de vraagstukken door de documentatie betreffende de scheikunde gesteld te onderzoeken, alsmede de middelen om, door een of meer internationale overeenkomsten, een volledige inrichting van deze documentatie te verwezenlijken.

Na verschillende onderhandelingen is deze conferentie bijeengekomen op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Parijs, van 27 tot 29 October 1927; de Belgische Regeering had er zich doen vertegenwoordigen. De beraadslagingen hebben geleid tot het sluiten eener overeenkomst.

Deze heeft voor doel een « Internationaal Bureel der Scheikunde, met zetel

te Parijs, op te richten, dat gelast zou zijn :

» 1^o In een algemeen belang de vragen betreffende de internationale inrichting der documentatie te bestudeeren;

» 2^o Tusschen de in de verschillende landen bestaande of op te richten organismen van scheikundige documentatie een samenwerking in het leven te roepen;

» 3^o Tusschen de openbare besturen, de parlementen, de universiteiten, de opzoekingsinstituten, de documentatiebureelen, de bibliotheken, de musea en de wetenschappelijke vereenigingen of beroepsgroepeerings de uitwisseling en de uitleening van de documentatie aangaande de theoretische en toegepaste scheikunde teweeg te brengen en te vergemakkelijken ten einde de verbreiding der inlichtingen van wetenschappelijken, technischen of economischen aard, die in de aangesloten landen nuttig zouden kunnen zijn, te verzekeren ».

Het Bureel zou werken onder het gezag en het toezicht van een bestendig comitee gevormd uit afgevaardigden der verdragsluitende landen. De uitgaven zouden gedekt worden door de verdragsluitende landen; de bijdrage van elk hunner zou vastgesteld zijn volgens de

bevolking, als volgt : vijf en twintig aandeelen van 1,000 frank-goud voor een bevolking van meer dan 30 millioen, twintig aandeelen voor een bevolking van 20 tot 30 millioen, vijftien aandeelen voor een bevolking van 15 tot 20 millioen, tien aandeelen voor een bevolking van 10 tot 15 millioen, vijf aandeelen voor een bevolking van 5 tot 10 millioen, drie aandeelen voor een bevolking van minder dan 5 millioen.

Acht en dertig landen hebben aan de conferentie deelgenomen: op 26 Juni jl. waren reeds twee en twintig landen toegetreden of hadden hun voornemen te kennen gegeven tot de Overeenkomst toe te treden (1).

(1) Albanië, Argentijnsche Republiek, België, Columbia, Dominikaansche Republiek, Frankrijk, Fransche Koloniën, Griekenland, Luxemburg, Marokko, Mexico, Monaco, Paraguay, Peru, Polen, Portugal, Roemenië, Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Tsjechoslowakije, Turkije, Tunis, Unie der Socialistische Sovjet-Republieken.

Men kan niet duidelijker aantonen welk belang aan de taak van het Bureel gehecht wordt.

Wij hebben dienvolgens de eer, Mevrouw, Mijne Heeren, het wetsontwerp tot goedkeuring dezer Overeenkomst aan uwe beraadslagingen te onderwerpen. Deze Overeenkomst zal trouwens het land slechts voor zes jaar binden, onder voorbehoud dat ze twee jaar op voorhand opgezegd wordt. Zij zal een uitgave van ongeveer 35,000 frank veroorzaken, die ruimschoots hare rechtvaardiging vindt in de voordeelen, die de Belgische scheikundigen er door zullen genieten.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
P. HYMANS.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,
M. VAUTHIER.

INTERNATIONALE OVEREENKOMST**TOT****Oprichting te Parijs van een Internationaal Bureel der Scheikunde.**

De ondergeteekende afgevaardigden der hierna vermelde Staten, vergaderd in conferentie te Parijs, van 27 tot 29 October 1927, met het oog op de oprichting van een Internationaal Bureel der Scheikunde, zijn aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich een Internationaal Bureel der Scheikunde, met zetel te Parijs, te stichten en te onderhouden.

ART. 2.

Het Internationaal Bureel der Scheikunde is gelast :

1° In een algemeen belang de vragen betreffende de internationale inrichting der documentatie te bestudeeren;

2° Tusschen de in de verschillende landen bestaande of op te richten organismen van scheikundige documentatie een samenwerking in het leven te roepen;

3° Tusschen de openbare besturen, de parlementen, de universiteiten, de opzoekingsinstituten, de documentatiebureelen, de bibliotheken, de musea en de wetenschappelijke vereenigingen of beroepsgroeperingen de uitwisseling en de uitleening van de documentatie aangaande de theoretische en toegepaste scheikunde te weeg te brengen en te vergemakkelijken, ten einde de verbreiding der inlichtingen van wetenschappelijke, technischen of economischen aard die in de aangesloten landen nuttig zouden kunnen zijn, te verzekeren.

ART. 3.

Het Bureel is onafhankelijk van de overheden van het land waarin het gevestigd is.

Het treedt rechtstreeks in betrekking met de gouvernementeele, administratieve en technische overheden belast, in de verschillende landen, met het onderzoek en de oplossing der kwesties die met zijn doel in verband staan.

ART. 4.

De Regeeringen geven aan het bureel mededeeling van de maatregelen die zij nemen ten einde de toepassing te verzekeren van de internationale overeenkomsten, welke op het gebied der scheikunde of der aanverwante nijverheden tot stand zouden gebracht worden.

Het Bureel stelt de wijzigingen voor, die met gunstig gevolg aan de beschikkingen dezer overeenkomsten zouden kunnen toegebracht worden.

ART. 5.

De Koloniën zullen, op het verzoek van den Staat waarvan zij afhangen, deel kunnen uitmaken van het bureel.

ART. 6.

Het Bureel werkt onder het gezag en het toezicht van een bestendig comiteit, gevormd uit afgevaardigden der verdragsluitende landen. De samenstelling en de bevoegdheden van dit bestendig comiteit, alsmede de inrichting en

de macht van gezegd bureel zijn vastgesteld door het reglement dat bij deze schikking gevoegd is en beschouwd wordt als er wezenlijk deel van uitmakend.

ART. 7.

De jaarlijksche uitgaven voor de werking en het onderhoud van het Internationaal Bureel zullen gedekt worden door de bijdragen der verdragssluitende landen, vastgesteld onder de voorwaarden voorzien door het bij deze Overeenkomst gevoegde reglement.

ART. 8.

De sommen, die de bijdrage van elk der verdragssluitende landen vertegenwoordigen, zullen door deze laatsten, in het begin van elk jaar, aan het Bureel betaald worden.

ART. 9.

De Regeeringen, die deze schikking niet geteekend hebben, kunnen op hun verzoek tot dezelfde toetreden. Van deze toetreding zal langs den diplomatieken weg aan de Fransche Regeering kennis worden gegeven en door deze laatste aan de andere verdragssluitende Regeeringen. Zij zal de verbintenis omvatten door een bijdrage tusschenbeide te komen in de kosten van het Bureel in de door artikel 7 bedoelde voorwaarden.

ART. 10.

De Hooge Verdragssluitende Partijen behouden zich het recht voor, in gemeen overleg aan deze overeenkomst, al de wijzigingen toe te brengen waarvan de ondervinding het nut zou aantoonen. Zij behouden elk voor zich het recht onder hen afzonderlijke schikkingen tot stand te brengen op het gebied der documentatie over theoretische en toegepaste scheikunde, op voorwaarde dat deze, schikkingen niet strijdig zijn met deze overeenkomst.

ART. 11.

Deze Schikking wordt gesloten voor een tijdperk van zes jaar. Bij het verstrijken van dezen termijn, zal zij voortgaan uitvoerbaar te blijven voor nieuwe tijdperken van zes jaar tusschen de landen die, twee jaar vóór het einde van elke periode, geen kennis zullen geleverd hebben van het voornemen er de uitwerking van te doen ophouden, wat hen betreft.

ART. 12.

Het ondertekeningsprotocol van deze Overeenkomst zal tot 1 Mei 1928 geopend blijven.

Deze Overeenkomst zal door elke Regeering bekrachtigd moeten worden. Zij zal in werking treden zoodra zeven der ondertekenende landen hunne bekrachtigingen zullen nedergelegd hebben.

Elke Regeering zal binnen den kortst mogelijken tijd hare bekrachtiging aan de Fransche Regeering doen toekomen, door wier zorgen er aan de andere ondertekenende landen kennis van zal gegeven worden.

Deze bekrachtigingen zullen in het archief der Fransche Regeering nedergelegd blijven.

Gedaan te Parijs, den 29ⁿ October 1927, in een enkel exemplaar dat in het archief der Fransche Regeering zal berusten en waarvan eensluitend verklaarde afschriften, langs diplomatieken weg, aan de Verdragssluitende Mogendheden zullen worden toegezonden.

Voor Albanië : Malik Libohova.

Voor de Argentijnsche Republiek : Saubidet.

Voor België : E. de Gaiffier.

Voor Bulgarije : D. Morfoff.

Voor Chili : Arturo Alemparte.

Voor Columbia : A. Vasquez Cobo.

Voor de Dominikaansche Republiek : W. A. Ortiz.

Voor Frankrijk : Pineau.
 Voor Griekenland : C. Zenghelis.
 Voor Luxemburg : Medinger.
 Voor Marokko : Jac. Liouville, *ad referendum*.
 Voor Mexico : Daniel Velez.
 Voor Monaco : Bellando de Castro.
 Voor Paraguay : R. C. Caballero.
 Voor Peru : Mimbella,
 Ramon E. Ribeyro.
 Voor Polen : Alfred Chlapowski.

Voor Portugal : Generaal Achilles Machado.
 Voor Roemenië : Professor S. Minovice.
 Voor het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen : Professor D. Tomitch.
 Voor Tsjecho-Slowakije : Stefan Osusky.
 Voor Turkije : A. Fethy.
 Voor Tunis : Geoffroy-Saint-Hilaire.
 Voor de Unie der Socialistische Sovjet-Republieken : N. S. Kouhrnakof. P. Doubof. G. Lachkevitch.

Reglement van het Internationaal Bureel der Scheikunde.

EERSTE ARTIKEL.

Het Bestendig Comité ingesteld door artikel 6 der Overeenkomst is samengesteld uit vertegenwoordigers benoemd door de deelnemende Staten of Koloniën, in de verhouding van een vertegenwoordiger voor elken Staat of Kolonie.

ART. 2.

Het Comité kiest in zijn midden, bij geheime stemming, voor een tijdperk van drie jaar, een voorzitter en twee ondervoorzitters.

Aan de Regeeringen der deelnemende landen zal kennis worden gegeven van de benoeming van den voorzitter en van de twee ondervoorzitters.

Het Comité mag slechts tot een nieuwe verkiezing overgaan, drie maanden nadat al de leden er van verwittigd werden.

ART. 3.

Het Comité vergadert minstens eenmaal per jaar in den zetel van het Internationaal Bureel, op bijeenroeping door zijnen voorzitter.

De stemmen van het Comité ge-

schied en bij meerderheid van stemmen. Ingeval de stemmen staken, is de stem van den voorzitter beslissend. De besluiten zijn slechts geldig indien het aantal aanwezige leden minstens gelijk is aan de helft plus een der leden waaruit het Comité bestaat.

Onder voorbehoud van deze voorwaarde hebben de afwezige leden het recht hunne stem over te dragen op de aanwezige leden, die van deze overdracht moeten doen blijken.

Aan elken Staat of Kolonie wordt een aantal stemmen toegekend, dat bepaald wordt door de categorie waarin hij geregistreerd werd, wat zijn aandeel in de uitgaven van het Bureel betreft. (Zie art. 12.)

ART. 4.

Het Comité kan een bestendige commissie aanstellen.

ART. 5.

Tusschen de zittingen in, heeft het Comité het recht per briefwisseling te beraadslagen.

Opdat het besluit geldig zij, is het in dit geval noodig dat al de leden van het Comitéit verzocht zijn geworden hunne meening te doen kennen en dat minstens de helft plus een van gezegde leden hun antwoord hebben doen toekomen.

ART. 6.

Het Comitéit is gelast de werking te regelen van het door artikel een der Overeenkomst ingestelde Internationaal Bureel der Scheikunde.

Het Internationaal Bureel zal gevestigd zijn in speciaal voor zijn doel bestemde lokalen.

ART. 7.

De Fransche Regeering zal, op verzoek van het Comitéit, de noodige schikkingen nemen om het Bureel als instelling van openbaar nut te doen erkennen en zal vrijstelling van tolrechten verleen en voor de documenten, het materieel en de producten die voor hetzelfde bestemd zijn.

ART. 8.

De werking van het Bureel wordt verzekerd door een bezoldigd personeel, bestaande uit een bestuurder en de voor den goeden gang van het Bureel noodige agenten, in verschillende landen gekozen.

De bestuurder wordt door het Comitéit benoemd.

ART. 9.

De bestuurder van het Bureel heeft raadgevende stem in den schoot van het Bestendig Comitéit waarvan hij secretaris is.

ART. 10.

Het Comitéit is gelast, op voorstel van den bestuurder van het Bureel, de jaarlijksche begrooting op te maken.

De begrooting wordt elk jaar, in een afzonderlijk financieel verslag, ter kennis gebracht van de Regeeringen der Hooge Verdragsluitende Partijen.

ART. 11.

De bestuurder van het Bureel zendt aan het Comitéit, voor elken zittijd :

1^o Een financieel verslag over de rekeningen van het vorige dienstjaar waarvan hem, na onderzoek, ontlasting zal worden gegeven;

2^o Een algemeen verslag over de werkzaamheid van het Bureel en over de sedert den vorigen zittijd verkregen uitslagen;

3^o Een algemeen ontwerp van te ondernemen verwezenlijkingen.

De voorzitter van het Comitéit zal, van zijnen kant, aan al de Regeeringen der Hooge Verdragsluitende Partijen een jaarverslag zenden over den administratieven en financiëlen toestand van het Bureel, welk verslag de voor het volgende dienstjaar voorziene uitgaven alsmede de tabel van het aantal bijdragen der Verdragsluitende Staten bevat.

ART. 12.

De schaal der bijdragen, waarvan sprake in artikel 7 der Overeenkomst, wordt volgens de bevolking vastgesteld, overeenkomstig de volgende tabel :

Categorie.	BEVOLKINGEN IN MILLIOENEN INWONERS.	AANTAL STEMMEN.	AANTAL BIJDRAGEN.
1	Meer dan 30	6	25
2	Van 20 tot 30	5	20
3	Van 15 tot 20	4	15
4	Van 10 tot 15	3	10
5	Van 5 tot 10	2	5
6	Minder dan 5	1	3

Afwijkingen van deze schaal kunnen door het Comité bij meerderheid van de drie vierden der stemmen toegestaan worden, aan landen die zich in een bijzondere toestand bevinden door het feit van de waardevermindering van hunne munt of van de betrekkelijke belangrijkheid hunner begrooting.

De grondbijdrage is vastgesteld op 1,000 frank goud.

Het staat aan elk land vrij zich in te schrijven voor een hooger bijdrage dan degene die met het cijfer zijner bevolking overeenstemt.

ART. 13.

Van de jaarlijksche inkomsten wordt een bedrag afgenomen dat bestemd is voor het aanleggen van een reservefonds. Het totaal dezer reserve mag het bedrag der jaarlijksche begrooting niet overschrijden.

ART. 14.

Aan de leden van het Comité kan, uit de voor de werking van het Bureau bestemde fondsen, een vergoeding voor reis- en verblijfskosten toegekend worden. Bovendien kunnen zij een zitpenning ontvangen voor elk der vergaderingen die zij zullen bijwonen.

ART. 15.

Het Comité bepaalt de jaarlijks van zijne begrooting af te nemen som als bijdrage om aan het personeel van het Bureau een pensioen te verzekeren.

ART. 16.

Dit reglement zal dezelfde kracht en dezelfde waarde hebben als de Overeenkomst waarbij het gevogd is.

Gedaan te Parijs, den 29ⁿ October 1927, in een enkel exemplaar dat zal

berusten in het archief der Fransche Regeering en waarvan eensluidend verklaarde afschriften langs diplomatieken weg aan de verdragsluitende mogendheden zullen worden toegezonden.

Voor Albanië : Malik Libokova.

Voor de Argentijnsche Republiek :
M. Saubidet.

Voor België : E. de Gaiffier.

Voor Bulgarije : B. Morfoff.

Voor Chili : Artura Alemparte.

Voor Columbia : A. Vasquez Cabo.

Voor de Dominikaansche Republiek :
W. A. Ortiz.

Voor Frankrijk : Pineau.

Voor Griekenland : C. Zenghelis.

Voor Luxemburg : P. Medinger.

Voor Marokko : J. Liouville, *ad referendum*.

Voor Mexico : Daniel Velez.

Voor Monaco : Bellando de Castro.

Voor Paraguay : R. C. Caballero.

Voor Peru : Mimbella.
Ramon E. Ribeyro.

Voor Polen : Alfred Chlapowsky.

Voor Portugal : Generaal Achilles Machado.

Voor Roemenië : Professor S. Minovice.

Voor het Koninkrijk der Serviërs,
Kroaten en Slovenen : Professor
D. Tomitch.

Voor Tsjecho-Slowakije : Stefan Osusky.

Voor Turkije : A. Fethy.

Voor Tunis : Geoffroy-Saint-Hilaire.

Voor de Unie der Socialistische Sovjet-
Republieken : N. S. Kournakof.
P. Doubof. G. Lachkevitch.